

Écoles de pensée économique depuis le XVIIIe siècle

Période	École de pensée	Thématiques principales	Auteurs majeurs
Milieu XVIIIe siècle	Physiocratie	Primauté de l'agriculture, ordre naturel	François Quesnay, Du Pont de Nemours
Fin XVIIIe – Mi XIXe siècle	Classique	Valeur travail, marché libre, équilibre naturel	Adam Smith, David Ricardo, Jean-Baptiste Say, John Stuart Mill
Milieu – Fin XIXe siècle	Marxiste	Lutte des classes, critique du capitalisme	Karl Marx, Friedrich Engels
Fin XIXe – XXe siècle	Néoclassique	Optimisation, homo œconomicus, équilibre	Alfred Marshall, Pareto, Pigou
Années 1930	Keynésienne	Demande effective, intervention de l'État	John M. Keynes, Joan Robinson, Kalecki
1950–1970	Synthèse néoclassique	Intégration de Keynes à la microéconomie	Samuelson, Hicks, Tobin
1960–1980	Monétariste	Primauté de la monnaie, critique interventionnisme	Milton Friedman, Anna Schwartz
1970–1980	Nouveaux classiques	Anticipations rationnelles, cycles réels	Robert Lucas, Sargent, Prescott
1980–1990	Néo-keynésiens	Prix rigides, imperfections de marché	Mankiw, Stiglitz, Romer
XXe – XXIe siècle	Hétérodoxes	Institutions, écologie, sociologie	Veblen, Polanyi, Sen, Steve Keen

Les grandes écoles de pensée économique

Depuis le XVIII^e siècle, les théories économiques n'ont cessé d'évoluer, en réponse aux transformations sociales, politiques et technologiques. Loin d'être des constructions abstraites, les écoles de pensée économique s'inscrivent dans des contextes historiques précis. Elles proposent des grilles de lecture concurrentes du fonctionnement des sociétés. Cette réécriture propose une version plus vivante et critique du panorama économique, afin d'en souligner les tensions, les enjeux idéologiques et les limites internes.

I. La construction historique des courants économiques

1.1. La physiocratie : une vision agraire et ordonnée de l'économie Apparue en France au XVIII^e siècle, la physiocratie repose sur une idée simple mais radicale : seule l'agriculture crée une véritable richesse. Quesnay et Du Pont de Nemours y voient un ordre naturel qu'il ne faudrait pas perturber, d'où leur hostilité à l'intervention étatique, sauf pour garantir la liberté de circulation des biens agricoles. Ce modèle circulaire préfigure certaines intuitions macroéconomiques, mais il reste enfermé dans une vision strictement terrienne de l'économie, peu adaptée aux sociétés industrielles naissantes.

1.2. Le libéralisme classique : l'ordre spontané du marché

Avec Adam Smith et David Ricardo, l'économie devient une science du comportement humain en société. L'individu, guidé par la poursuite de son intérêt propre, contribuerait malgré lui à l'intérêt général, grâce à une fameuse "main invisible". Cette foi dans l'équilibre naturel des marchés, renforcée par Say ou John Stuart Mill, est caractéristique de l'école classique. Pourtant, cette vision évacue largement les conflits sociaux, les déséquilibres persistants et les inégalités, qui seront précisément au cœur des critiques futures.

1.3. Le marxisme : critique radicale du capitalisme

Avec Marx, l'économie change de registre : elle devient critique sociale. En analysant les contradictions du capitalisme, Marx met en lumière les rapports de domination entre capital et travail, la dynamique de la plus-value et les crises inhérentes au système. Cette approche dialectique, profondément historique, reste une source d'inspiration majeure, même si ses projections révolutionnaires ont souvent été contredites par l'histoire.

1.4. Le tournant néoclassique : l'économie comme science mathématique

À la charnière du XIX^e et du XX^e siècle, l'économie se mathématise. Marshall, Pareto ou Pigou modélisent les comportements d'agents rationnels, maximisant leur utilité ou leur profit. Le paradigme de l'homo œconomicus s'impose, au prix d'une abstraction croissante vis-à-vis des réalités sociales. Ce tournant techniciste, qui dominera longtemps la science économique, introduit une tension durable entre formalisme et réalisme.

1.5. Keynes et l'irruption de l'incertitude

La crise de 1929 met fin à l'illusion d'une autorégulation spontanée des marchés. Keynes, dans sa Théorie générale, affirme que la demande globale peut être insuffisante pour garantir le plein emploi. Il en appelle à une intervention active de l'État, rompant avec le dogme libéral. Cette pensée inspire l'État-providence et les politiques de relance de l'après-guerre, jusqu'à leur remise en cause dans les années 1970.

1.6. Du monétarisme aux nouveaux classiques : retour à l'orthodoxie

Face à la stagflation, Milton Friedman propose de réhabiliter la régulation monétaire et critique les interventions étatiques. L'école des nouveaux classiques, avec Lucas ou Prescott, pousse plus loin la formalisation, en intégrant les anticipations rationnelles des agents. Le message est clair : les politiques économiques sont souvent inefficaces, car les agents les prévoient et les contournent. Cette école influence profondément la macroéconomie moderne, au risque d'ignorer les effets de pouvoir ou les rigidités sociales.

1.7. Les néo-keynésiens : un compromis pragmatique

Dans les années 1980-2000, les néo-keynésiens tentent de réconcilier l'approche keynésienne avec les modèles microfondés. Ils introduisent des rigidités (prix, information), justifiant ainsi un rôle pour l'intervention publique. Stiglitz, Mankiw ou Romer réinscrivent l'État dans le paysage économique, sans renoncer à la rigueur formelle des modèles.

1.8. Les approches hétérodoxes : ouvrir les frontières de l'économie

Enfin, diverses écoles critiques (institutionnalistes, écologistes, féministes, post-keynésiens...) contestent la domination des paradigmes néoclassiques. Elles réintègrent l'histoire, la culture, les rapports de pouvoir ou les limites écologiques dans l'analyse économique. Polanyi, Veblen, Sen ou Keen nous rappellent que l'économie est aussi un fait social total.

II. Concepts fondamentaux et questions transversales

2.1. La rareté et les arbitrages : une réalité incontournable

L'économie part d'un fait simple : nos besoins sont illimités, mais les ressources ne le sont pas. Ce déséquilibre fonde la nécessité de faire des choix, et d'évaluer leurs conséquences. C'est ici qu'intervient la notion de coût d'opportunité : choisir, c'est toujours renoncer.

2.2. Incitations et rationalité limitée

L'économiste s'intéresse aussi à ce qui motive les comportements : prix, normes sociales, valeurs morales. Mais les individus ne sont pas toujours parfaitement rationnels. L'économie comportementale a mis en évidence les biais cognitifs qui affectent les décisions (myopie, aversion aux pertes, etc.), nuancant ainsi les modèles traditionnels.

2.3. Micro et macro : des niveaux d'analyse complémentaires

Tandis que la microéconomie s'intéresse aux décisions individuelles, la macroéconomie analyse les agrégats (croissance, inflation, chômage...). L'une ne va pas sans l'autre : les comportements individuels agrégés donnent naissance à des dynamiques collectives, parfois imprévues ou contre-intuitives.

2.4. Les modèles : outils utiles mais imparfaits

Comme toute science, l'économie produit des modèles pour mieux comprendre le réel. Mais ces modèles simplifient, schématisent, et parfois biaisent l'analyse. Une vigilance critique est donc indispensable pour ne pas confondre la carte et le territoire.

III. Les grands systèmes économiques : organisation, enjeux, tensions

3.1. L'économie de marché : liberté et inégalités

Dans un système de marché, les décisions économiques sont guidées par les mécanismes de l'offre et de la demande. Les acteurs privés y jouent un rôle dominant, et l'État se fait discret. Ce modèle encourage la concurrence, stimule l'innovation, et favorise l'allocation efficace des ressources. Mais il produit aussi de fortes inégalités sociales, des crises périodiques, et néglige souvent les biens publics ou les externalités négatives comme la pollution.

3.2. L'économie planifiée : égalité et inefficience

À l'opposé, l'économie planifiée confie à l'État la responsabilité de décider quoi produire, comment et pour qui. C'est un système centralisé, qui vise la justice sociale et l'industrialisation rapide. Mais il tend à produire des rigidités, à décourager l'innovation, et à générer des pénuries ou des gaspillages par manque d'informations précises sur les besoins réels.

3.3. L'économie mixte : un équilibre mouvant

La plupart des pays contemporains adoptent une forme d'économie mixte, où l'État intervient pour corriger les défaillances du marché, redistribuer les richesses et produire certains biens collectifs (éducation, santé, infrastructures). Ce système hybride cherche un compromis entre efficacité et équité. Mais il soulève des tensions politiques récurrentes sur le rôle exact que doit jouer l'État dans l'économie.

3.4. Quel rôle pour l'État ?

La régulation, la redistribution, la production de biens publics et la stabilisation conjoncturelle forment les quatre grandes fonctions économiques de l'État. Leur importance varie selon les contextes historiques et les préférences idéologiques, mais elles restent au cœur des débats contemporains sur les modèles de développement et la soutenabilité sociale et écologique de l'économie.

Critères	Économie de marché	Économie planifiée	Économie mixte
Allocation des ressources	Par le marché (offre/demande)	Par l'État (planification)	Mixte : marché et État
Innovation	Forte	Faible (absence de concurrence)	Moyenne à forte
Égalité sociale	Faible	Forte	Moyenne
Flexibilité	Élevée	Faible	Moyenne à élevée
Risque de pénurie	Faible	Élevé	Faible à modéré

L'histoire des pensées économiques n'est pas linéaire : elle est faite d'avancées, de remises en cause, de réinventions. Chaque courant éclaire un pan du réel, mais aucun ne détient la vérité absolue. La richesse de la discipline tient précisément à cette pluralité, à condition de ne pas la réduire à une simple bataille d'écoles, mais d'y voir un dialogue permanent entre science, idéologie et société.
